

Lorraine Nord : « Nous pouvons essayer de construire des projets ensemble »

0



Photo DR Thionville Portes de France

Santé, mobilité, formation : le Pôle métropolitain frontalier a pour ambition d'avancer concrètement sur ces questions transfrontalières avec le Luxembourg, principalement. Première réunion vendredi 19 février.

« Le Pôle métropolitain frontalier (PMF) est axé sur des projets concrets, même si on y parle aussi de rétrocession fiscale de la part du Luxembourg », concède Michel Liebgott, président de la Communauté d'agglomération du Val de Fensch. Le PMF regroupe huit intercommunalités. Il veut se concentrer sur les thèmes de la mobilité, de la santé, ou de l'enseignement supérieur, en concertation avec les pays frontaliers que sont le Luxembourg, la Belgique et l'Allemagne.

Créé il y a deux ans, le Pôle métropolitain frontalier du nord lorrain est sur les rails pour engager de nouveaux échanges avec les responsables politiques luxembourgeois. Ce syndicat mixte, qui rassemble les présidents de huit intercommunalités concernées par le travail frontalier, représente 337 000 habitants. Michel Liebgott vient de succéder à Christian Ariès (ancien président de la Communauté d'agglomération de Longwy) à la présidence. « Nous pouvons essayer de construire des projets ensemble. Nous n'avons jamais l'occasion de nous rencontrer et d'échanger avec certaines intercommunalités comme le

Longuyonnais par exemple », alors que ces territoires ont des préoccupations communes, notamment en ce qui concerne le transport pour les travailleurs frontaliers. « *D'autres aspects ne fonctionnent pas très bien comme la santé, il est compliqué de bénéficier d'un suivi médical au-delà des frontières : les tarifs et les conditions de remboursement ne sont pas les mêmes* », poursuit Michel Liebgott.

Côté santé, **la fuite du personnel soignant français est aussi une question à aborder** avec nos voisins luxembourgeois. Si la formation reste une préoccupation majeure, le PMF se prononcera contre la création d'une école d'infirmiers et d'infirmières commune avec le Grand-Duché, annonce son président. « *Tout le monde irait faire son stage puis travailler au Luxembourg* », argumente-t-il. « *Et si la France proposait des conditions de travail quasi équivalentes à celles du Luxembourg dans le domaine de la santé, c'est le Luxembourg qui à son tour aurait un problème avec le retour du personnel soignant français de l'autre côté de la frontière.* » D'où l'intérêt de trouver des solutions ensemble. « *Pour la petite enfance, on pourrait imaginer demander une aide au Luxembourg pour financer la garde des enfants des travailleurs frontaliers.* »

A31 bis et pistes cyclables

En matière de mobilité aussi, bien sûr, la future organisation est cruciale. Elle doit prendre en compte un trafic routier et ferroviaire saturé de la France vers le Luxembourg, mais aussi des préoccupations environnementales. Le maillage des transports en car de Metz à Luxembourg doit se densifier, ainsi que de manière transversale pour les connexions au sein des territoires français. L'A31 bis est donc aussi dans les discussions, même si « *l'enquête d'utilité publique n'est pas encore lancée* ». Le projet ne verrait pas le jour avant 2030, au mieux. Le développement des pistes cyclables est un autre chantier à envisager sérieusement, un domaine dans lequel « *nous avons beaucoup de retard* », concède Michel Liebgott, lui-même cycliste passionné.

« *Il est très compliqué pour le Luxembourg d'avoir un interlocuteur en France pour les questions transfrontalières. Ce sont des aspects qui ne peuvent pas toujours se discuter au niveau national.* » Même discours côté luxembourgeois : difficile de trouver le bon relais. L'organigramme administratif français est très différent, et tout est centralisé à Paris. Si le préfet de Moselle, Laurent Touvet, est attendu à la réunion du PMF ce vendredi, Michel Liebgott espère la nomination d'un délégué interministériel pour tout ce qui concerne le transfrontalier, comme l'avait envisagé le maire de Nancy Mathieu Klein, rappelle-t-il. Autre objectif : que le PMF intègre la Commission intergouvernementale, dont le prochain rendez-vous est prévu en France à l'automne prochain. En attendant, le PMF aurait besoin de plus de moyens pour pouvoir travailler efficacement.